

Infrastructures, transports et mer

MINISTÈRE DE L'ÉCOLOGIE,
DU DÉVELOPPEMENT DURABLE
ET DE L'ÉNERGIE

Direction générale des infrastructures,
des transports et de la mer

Régie autonome des transports parisiens

Décision ND-ING n° 2014-07 du 17 février 2014 portant délégation de pouvoirs du directeur de département de l'ingénierie (ING) au contrôleur de gestion du département, responsable du groupe de soutien « gestion et méthodes pour l'ingénierie (GMI) » RATP

NOR : DEVT1413409S

(Texte non paru au *Journal officiel*)

Le directeur du département ING,
Vu le décret n° 59-157 du 7 janvier 1959 relatif à l'organisation des transports de voyageurs dans la région parisienne ;
Vu le décret n° 59-1091 du 23 septembre 1959 portant statut de la RATP ;
Vu le décret n° 89-410 du 20 juin 1989 relatif à l'organisation de la RATP ;
Vu la délégation de pouvoirs n° 2010-47 consentie le 9 juillet 2010 au directeur de département de l'ingénierie (ING) par le président-directeur général de la RATP,

Décide :

Article 1^{er}

De donner délégation au contrôleur de gestion du département, responsable du groupe de soutien « gestion et méthodes pour l'ingénierie (GMI) », à l'effet d'exercer les pouvoirs suivants, dans le cadre de l'activité dudit groupe :

1. Application du droit du travail et gestion des ressources humaines.
 - 1.1. Définir et mettre en œuvre, dans son groupe de soutien, l'organisation du travail.
 - 1.2. Mettre en œuvre, dans son groupe de soutien, la législation et la réglementation du travail, les règlements internes de la RATP, les accords signés au niveau central de l'entreprise et du département ING, veiller à leur stricte et constante application.
Le délégataire devra tout particulièrement appliquer les dispositions relatives aux conditions de travail du personnel, à la prévention des accidents du travail, à l'hygiène et à la sécurité des agents, au droit syndical et au fonctionnement des institutions représentatives du personnel.
 - 1.3. Mener, dans son groupe de soutien, le dialogue social et conclure des accords collectifs, en application des dispositions légales, réglementaires et conventionnelles en vigueur.
 - 1.4. Déterminer les horaires de travail des agents, de son groupe de soutien, dans le cadre de la législation et des réglementations applicables.
 - 1.5. Prononcer, dans son groupe de soutien, les mesures disciplinaires du premier degré et proposer celles du second degré.
 - 1.6. Recruter, dans son groupe de soutien, les agents statutaires ou contractuels dans le respect de son budget et des procédures internes de département et d'entreprise. Embaucher définitivement les opérateurs stagiaires de son groupe de soutien.
 - 1.7. Rompre le contrat de travail des opérateurs stagiaires de son groupe de soutien.
 - 1.8. Préparer et exécuter, dans son groupe de soutien, le plan de formation et mettre en œuvre, le cas échéant, le droit au congé individuel de formation.
 - 1.9. Donner un avis sur l'inscription des agents de son groupe de soutien aux actions de mobilité et promotion interne.

- 1.10. Décider de l'avancement des opérateurs et établir les propositions d'avancement pour les agents de maîtrise et les cadres de son groupe de soutien.
2. Sécurité des voyageurs, des agents et des tiers.
Prendre toutes mesures susceptibles d'éviter que des dommages soient causés aux voyageurs, aux agents et aux tiers, quels qu'ils soient, du fait des activités de la RATP.
3. Autres dispositions.
 - 3.1. Prendre, lorsqu'elles relèvent des attributions de son groupe de soutien, toutes mesures nécessaires pour assurer le respect des obligations de toute nature que la loi et les règlements mettent à la charge de la RATP.
 - 3.2. Exercer – pour les établissements physiques affectés exclusivement ou à titre principal à l'activité de son unité, dans les conditions fixées par la réglementation en vigueur – les fonctions de responsable de site, à moins que ces fonctions n'aient été expressément et spécialement déléguées à une autre personne.
 - 3.3. Prendre les décisions qui permettent le maintien en état du patrimoine et la qualité de service au quotidien.

Article 2

Le délégataire assumera toutes les responsabilités, notamment pénales, que la loi ou les règlements mettent à la charge du chef d'entreprise, ces responsabilités étant expressément déléguées en même temps que les pouvoirs correspondants.

Article 3

Dans le cadre des pouvoirs qui lui sont conférés par la présente délégation, le délégataire, après en avoir préalablement informé le délégant, pourra déléguer sa signature.

Article 4

La présente délégation annule et remplace la délégation référencée « note de département n° 2011-25 » en date du 1^{er} juin 2011.

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie.

Fait le 17 février 2014.

Le directeur du département ING,
J.-M. CHAROUD